

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Funabashi, Yoichi. *Managing the Dollar : From the Plaza to the Louvre*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1988, 311 p.

par Jean-Claude Cosset

Études internationales, vol. 21, n° 1, 1990, p. 184-186.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702635ar>

DOI: 10.7202/702635ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

beaucoup plus complexes. L'économie britannique affaiblie par la montée du syndicalisme (aux effets « funestes », un adjectif que R. Dehem réserve généralement aux incarnations du marxisme) a retrouvé un nouveau souffle avec Mrs. Thatcher. Dans le chapitre consacré à la France, si l'on n'est pas étonné de voir l'auteur attribuer à la tradition colbertiste la planification de l'après-guerre, on est un peu surpris du plaidoyer pro-Proudhon, « libéral très moderne » (p. 44). Roger Dehem a achevé son livre avant de voir les socialistes français, revenus au pouvoir en 1988, continuer une politique qu'il juge sûrement aujourd'hui positive. La RFA est créditée d'une adhésion à l'économie de marché d'autant plus méritoire que la théorie classique a eu du mal à s'installer « au pays de Hegel, de Marx, de Friedrich List » (p. 58). Et le Japon? N'est-il pas l'exemple d'une expansion fortement dirigée? Non, répond l'auteur; ici la tradition nationale confucéenne inspire « la coordination spontanée entre le secteur public et le secteur privé » (p. 65).

Après ce paidoyer passionné pour le libéralisme pur et dur, on s'attend à voir l'auteur vilipender les socialismes planifiés. Il leur refuse d'ailleurs, sauf dans le titre de la seconde partie, cette qualification. Pour l'URSS il s'agit de « soviétisme russe ». Celui-ci est décrit dans sa version stalinienne, « camisole de force » des initiatives et « hydre bureaucratique », après une assez longue analyse des débuts du régime soviétique; la perestroïka gorbatchévienne, à laquelle on arrive en sautant à pieds joints par-dessus la période brejnévienne, est qualifiée de « programme désespéré ». La Yougoslavie, dégagée du stalinisme, ne l'est pas de l'emprise du parti unique, ce qui explique son marasme « inqualifiable » (p. 110: un mot bien approximatif pour un économiste!). La Hongrie est prisée à l'Ouest pour son libéralisme; cela ne trompe pas l'auteur pour qui un signe infaillible de conservatisme est

donné par « le nombre infinitésimal de faillites » (p. 128). Comme on pouvait s'y attendre la RDA combine esprit prussien et marxisme orthodoxe; la Tchécoslovaquie est toujours sous le coup de 1948 (le coup de Prague) et 1968 (l'invasion soviétique). La Pologne est abonnée à l'insurrection et à la débrouillardise, et la Chine quoique éternelle est, elle aussi, excessivement enchaînée au Parti.

La conclusion surprend, non pas en réaffirmant le côté funeste du marxisme et les vertus des libéralismes, mais en renvoyant à l'anti-étatisme de Marx lui-même comme enseignement à tirer par les régimes « dits marxistes-léninistes » (p. 185).

L'ouvrage, comme on le voit, est fortement engagé. L'auteur balaye trop superficiellement le capitalisme pour qu'on puisse traiter cette partie autrement que comme une succession de prises de position. Les chapitres sur les pays « socialistes » contiennent beaucoup de détails trop sélectifs pour être vraiment utiles, sur fond de traitement unilatéral. Les informations concrètes sont tirés d'études d'experts (avec une très bonne sélection, par exemple, pour la Hongrie).

L'impact de tels ouvrages est sûrement voué à s'affaiblir maintenant que les dirigeants chinois comme soviétiques chantent les vertus du marché et de l'entrepreneurship. On peut certes dire le Parti est toujours là. Peut-être faut-il se préparer à une critique rénovée du socialisme, sinon les poncifs et clichés ne seront plus que d'un côté, le nôtre!

Marie LAVIGNE

Université de Paris I

FUNABASHI, Yoichi. *Managing the Dollar: From the Plaza to the Louvre*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1988, 311p.

En septembre 1985 à l'Hôtel Plaza (France), les États-Unis et les quatre autres principaux pays industrialisés (Allemagne de l'Ouest, France, Grande-Bretagne et Japon) ont signé un accord de coopération monétaire en vue de réduire la valeur du dollar américain et mettre ainsi fin aux déséquilibres commerciaux globaux et aux pressions protectionnistes qui avaient cours aux États-Unis. Ce livre est un compte rendu détaillé de l'élaboration et de l'implantation de cette stratégie, de ses origines aux accords du Louvre de février 1987 qui visaient à mettre un terme à la chute du dollar et à stabiliser une fois de plus, les cours des devises majeures. Cette analyse du journaliste Yoichi Funabashi, publiée sous l'égide de l'Institut d'Économie Internationale de Washington, est le fruit d'interviews que l'auteur a eues avec les principaux acteurs de cet accord monétaire international.

Ce livre comprend neuf chapitres dont nous nous proposons de fournir une brève description. Dans le premier chapitre, Y. Funabashi décrit la politique d'intervention élaborée lors des accords de coopération monétaire du Plaza. Les rôles dévolus au Mark et au Yen semblent avoir fait l'objet d'intenses négociations entre les participants à cet accord.

Le chapitre 2 décrit le conflit latent entre les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales. Les ministres des finances souhaitaient une plus grande harmonisation des politiques monétaires. Pour leur part, les gouverneurs des banques centrales insistaient sur leur indépendance institutionnelle et préféraient un recours à la politique fiscale pour corriger les déséquilibres externes de certains pays. Les ministres des finances eurent en dernier lieu gain de cause et obtinrent en particulier une certaine convergence en ce qui a trait à la politique des taux d'intérêt. Dans le chapitre 3, Y. Funabashi analyse

les raisons qui ont amené l'Administration Reagan à abandonner son attitude de « laisser-faire » pour ce qui est du déficit budgétaire, du niveau des taux d'intérêt et de la valeur du dollar. L'auteur montre bien que deux éléments majeurs ont favorisé un tel changement: 1) en premier lieu, les pressions exercées par les pays-membres du Groupe des Sept et les milieux industriels, agricoles et politiques américains; 2) l'arrivée d'une nouvelle équipe (MM. Baker et Darman) au secrétariat du Trésor américain. Ce chapitre décrit aussi en détail la stratégie que Baker et Darman ont suivie pour convaincre les autres membres de l'Administration Reagan du bien-fondé de ce changement de cap.

Le chapitre 4 décrit le rôle prépondérant qu'a joué le Japon dans l'élaboration des accords du Plaza. Ces accords furent l'occasion pour les autorités japonaises de satisfaire leurs aspirations à jouer un rôle plus en harmonie avec leur puissance économique. À l'instar du chapitre précédent, le chapitre 5 est consacré à l'étude d'un autre acteur majeur: l'Allemagne de l'Ouest. L'auteur insiste sur l'importance de l'héritage politique pour comprendre la stratégie allemande, en particulier la nécessité de respecter deux principes: la stabilité des prix et le rôle limité du secteur public dans la vie économique allemande. Il apparaît, en outre, que la stabilité des taux de change au sein du système monétaire européen a constitué une des préoccupations majeures des autorités monétaires allemandes.

Lors du sommet de Tokyo que Y. Funabashi décrit au chapitre 6, le Groupe des Sept, non sans difficultés, a adopté les propositions du secrétaire au Trésor américain. Deux innovations majeures ont présidé à la nouvelle stratégie de coopération: la formation d'un groupe de sept ministres des finances qui se rencontreraient au moins une fois par an, entre les sommets et

le recours à des indicateurs économiques pour évaluer la performance économique des sept pays. La tenue de ce sommet fut aussi l'occasion pour les sept pays industrialisés de définir après d'intenses négociations, les rôles respectifs du Groupe des Sept (G-7) et du Groupe des cinq (G-5) (G-7 à l'exclusion du Canada et de l'Italie).

Dans le chapitre 7, intitulé G2-G3, Funabashi montre que dans la période couvrant les accords du Plaza et du Louvre, on a assisté à une concentration du pouvoir économique entre les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. Cependant, l'auteur note que le rôle de la France et de la Grande-Bretagne en ce qui a trait aux initiatives monétaires et à l'établissement de la notion d'un taux de change de référence ne fut pas négligeable.

Le chapitre 8 décrit l'accord du Louvre qui selon Funabashi représente la plus sérieuse tentative d'établissement d'une stabilisation systématique des taux de change des membres du Groupe des Cinq. La discussion porta essentiellement sur la valeur du taux de change de référence qui guiderait l'intervention des banques centrales. Les accords du Louvre furent aussi l'occasion pour le groupe des cinq de reconnaître l'importance d'une coordination des politiques fiscales. Cependant, la baisse des impôts en Allemagne de l'Ouest produisit peu d'effet sur la croissance économique de ce pays et le gouvernement américain ne réduisit pas son déficit budgétaire de façon substantielle. À la suite d'une analyse fort bien menée, l'auteur conclut que les accords du Louvre furent victimes de l'inaction du G-5 sur le front des politiques monétaire et fiscale.

Dans le chapitre 9, Y. Funabashi tire les leçons des accords du Plaza et du Louvre. L'auteur passe en revue les raisons les plus souvent avancées pour expliquer les échecs de ces accords. L'évaluation critique de ces raisons est fort bien menée et met

en évidence les difficultés auxquelles font face ces types d'accord monétaire: en particulier, l'impossibilité d'exiger des membres du G-5 d'exécuter les changements de politique monétaire décidés lors de ces accords.

Le principal mérite de ce livre réside dans un compte rendu fort détaillé et bien documenté des négociations précédant les accords du Plaza et du Louvre. Il met aussi en évidence le rôle respectif des cinq membres du G-5 lors de l'élaboration de ces accords.

Le principal mérite de ce livre réside dans un compte rendu détaillé et bien documenté des négociations précédant les accords du Plaza et du Louvre. Il met aussi en évidence le rôle respectif des cinq membres du G-5 lors de l'élaboration de ces accords. Ne serait-ce que parce que ce livre décrit avec précision le fonctionnement de la diplomatie monétaire internationale, sa lecture m'apparaît fortement recommandée pour tout étudiant du système monétaire international.

Jean-Claude COSSET

*Faculté des Sciences de l'Administration
Université Laval*

SEWELL, John W., TUCKER, Stuart K. and contributors. *Growth, Exports, & Jobs in a Changing World Economy: Agenda 1988*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « U.S. - Third World Policy Perspectives », no. 9, 1988, 285p.

L'organisme américain « Overseas Development Council » a récemment fait paraître le numéro 9 de sa publication intitulée *U.S. - Third World Policy Perspectives*, qui porte le titre *Growth, Exports, & Jobs in a Changing World Economy: Agenda 1988* (Croissance, exportations et emplois dans une économie mondiale en évolution,